

## Livbag. La CGT ressent un mauvais pressentiment

19 mars 2009

•

**Le spectre du plan social se rapproche de Livbag, s'inquiète, aussi, la CGT. Et s'il approuve la levée d'un droit d'alerte, le syndicat devenu minoritaire estime cette intervention trop tardive.**



«Je viens d'avoir les collègues d'AKF au téléphone. Leur plan social prévoyait 80 départs mais il ajoute 130 personnes de plus», rapporte Martial Lemoine. «Or en réunion de CE, lundi dernier, notre direction n'a pas évoqué cet alourdissement». Le délégué CGT de Livbag fait le rapprochement: «AKF appartient à Autoliv et emploie à peu près 950 salariés. Comme à Pont-de-Buis». Il prend encore l'exemple d'EAK (joint vature d'Autoliv et de Faurecia) «où ne restent plus que 80 salariés». Sous entendu, si ça arrive en Seine-Maritime et dans le Doubs, ça peut très bien se produire dans le Finistère. Que reste-t-il comme paravent au plan social quand la reprise tarde à se mettre en route dans le secteur automobile - paraît-il - et que la direction n'a bientôt plus de joker (Le Télégramme du 17mars)? «Utiliser le droit d'alerte? Nous incitons à le faire mais nous regrettons que les élus majoritaires (CFDT) aient attendu cette crise car cela fait trois ans, depuis le transfert de production en Roumanie, que notre situation est préoccupante».

### «Il vaut mieux crever l'abcès»

Martial Lemoine sollicitera néanmoins un rendez-vous avec le cabinet Syndex, chargé des démarches du droit d'alerte. «Pour obtenir les réponses à nos questions, celles que nous a apportées la direction ne nous satisfaisant pas». En particulier une interrogation relative au versement de dividendes aux actionnaires: «Notre direction nous assure qu'il n'y en aura pas cette année et en même temps, sur le site autoliv.com, nous apprenons que l'assemblée générale du groupe Autoliv, le 6mai à Chicago, discutera, précisément, des montants des dividendes». S'il a perdu du chiffre d'affaire, le groupe a toujours de la réserve. «Il dispose, notamment, d'une ligne budgétaire pour couvrir les risques». À utiliser pour financer les départs de chez Livbag? «Pourquoi pas», évoque Martial Lemoine. Preuve que la CGT intègre déjà cette issue: «Nous ressentons l'imminence d'une décision». Presque salvatrice: «Les salariés sont dans le doute. Il vaut mieux crever l'abcès. Ils verront de toute façon, en lisant leur fiche de paie d'avril. Une fois enlevés les RTT, les congés payés, les primes, les allocations du chômage partiel, toutes ces mesures épuisées, il ne restera plus grand-chose sur le salaire».